

Écrit par le 5 juin 2026

Donzère-Mondragon, un raccordement photovoltaïque exemplaire au cœur du Vaucluse



Avec la mise en service d'une centrale photovoltaïque de 4,25 MW à Donzère-Mondragon, le Vaucluse poursuit le développement des énergies renouvelables. Son raccordement au réseau public d'électricité, achevé en décembre 2025, s'est appuyé sur un chantier bas carbone d'envergure, conciliant performance énergétique et préservation de la biodiversité.

Mise en service le 15 décembre 2025, la centrale photovoltaïque de Donzère-Mondragon figure parmi les installations solaires les plus puissantes du département. Avec une capacité de 4,25 MW, elle contribue à

Ecrit par le 5 juin 2026

renforcer la production d'électricité renouvelable dans un territoire déjà fortement engagé dans la transition énergétique, aux côtés de l'hydroélectricité portée par l'aménagement du Rhône et de ses canaux.

Une infrastructure stratégique pour la transition énergétique locale

Alors que la région Provence-Alpes-Côte d'Azur accélère le déploiement du solaire pour atteindre ses [objectifs climatiques](#), le raccordement de cette centrale photovoltaïque participe à la décarbonation du mix électrique.

6,6 kilomètres de réseau dans un environnement sensible

Pour acheminer l'électricité produite jusqu'au réseau public de distribution, 6,6 kilomètres de câble ont été déployés. Le tracé a nécessité une organisation fine des travaux, répartis entre 1,2 kilomètre sur le domaine public, finalisé au printemps 2025, et près de 5 kilomètres sur le domaine concédé de la [Compagnie nationale du Rhône](#), le long de la digue du canal de [Donzère-Mondragon](#).

Natura 2000

Cette zone, classée Natura 2000 et intégrée à une réserve naturelle, a imposé un calendrier strict. Les travaux ont été interrompus durant l'été afin de respecter la période de reproduction des castors et la nidification des oiseaux, avant de reprendre à l'automne. Une vigilance particulière a été portée lors des phases de terrassement, menées entre octobre et novembre.



Copyright Enedis

Écrit par le 5 juin 2026

Un chantier bas carbone sous contrainte écologique

La spécificité du projet réside dans les choix techniques opérés pour limiter l'empreinte environnementale. Aucun apport de terre extérieure n'a été réalisé : l'utilisation d'un câble renforcé a permis de réutiliser exclusivement les déblais existants, réduisant significativement les transports et les émissions associées.

Respect de la faune et la flore

Lorsque les travaux ont concerné des zones végétalisées, des opérations de replantation à base de luzerne et de trèfle ont été prévues afin de restaurer les habitats naturels. Le recours au forage dirigé a également permis de franchir plusieurs ouvrages sans intervention intrusive sur les sols, la faune ou la flore. Les équipes ont, par ailleurs, adapté leur organisation aux opérations de régulation de la faune menées localement.



Copyright Enedis

Écrit par le 5 juin 2026

Un signal fort pour le Vaucluse

Au-delà de l'infrastructure elle-même, ce raccordement illustre la capacité du réseau électrique à intégrer des productions renouvelables de plus en plus importantes, y compris dans des environnements naturels contraints. Dans le Vaucluse, où les projets solaires se multiplient ces dernières années, la question du raccordement devient un enjeu central pour la réussite de la transition énergétique. En 2025, 94 chantiers bas carbone ont ainsi été réalisés sur le périmètre de la direction régionale Provence Alpes du Sud, traduisant une montée en puissance des pratiques sobres en carbone dans les travaux de réseau.

À propos d'Enedis, un acteur clé du réseau électrique

[Enedis](https://www.enedis.fr/) est le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire français. Filiale à 100 % du groupe [EDF](https://www.edf.com/), l'entreprise est chargée de l'exploitation, de la maintenance et du développement du réseau électrique, ainsi que du raccordement des installations de production d'électricité, notamment issues des énergies renouvelables. Enedis accompagne ainsi la transition énergétique des territoires, en intégrant de nouvelles capacités de production tout en veillant à la performance du réseau et à la maîtrise de l'impact environnemental de ses chantiers.

<https://www.enedis.fr/>

Calista Contat-Dathey

Bollène : huit mois de travaux à l'entrée de la zone de La Croisière

Ecrit par le 5 juin 2026



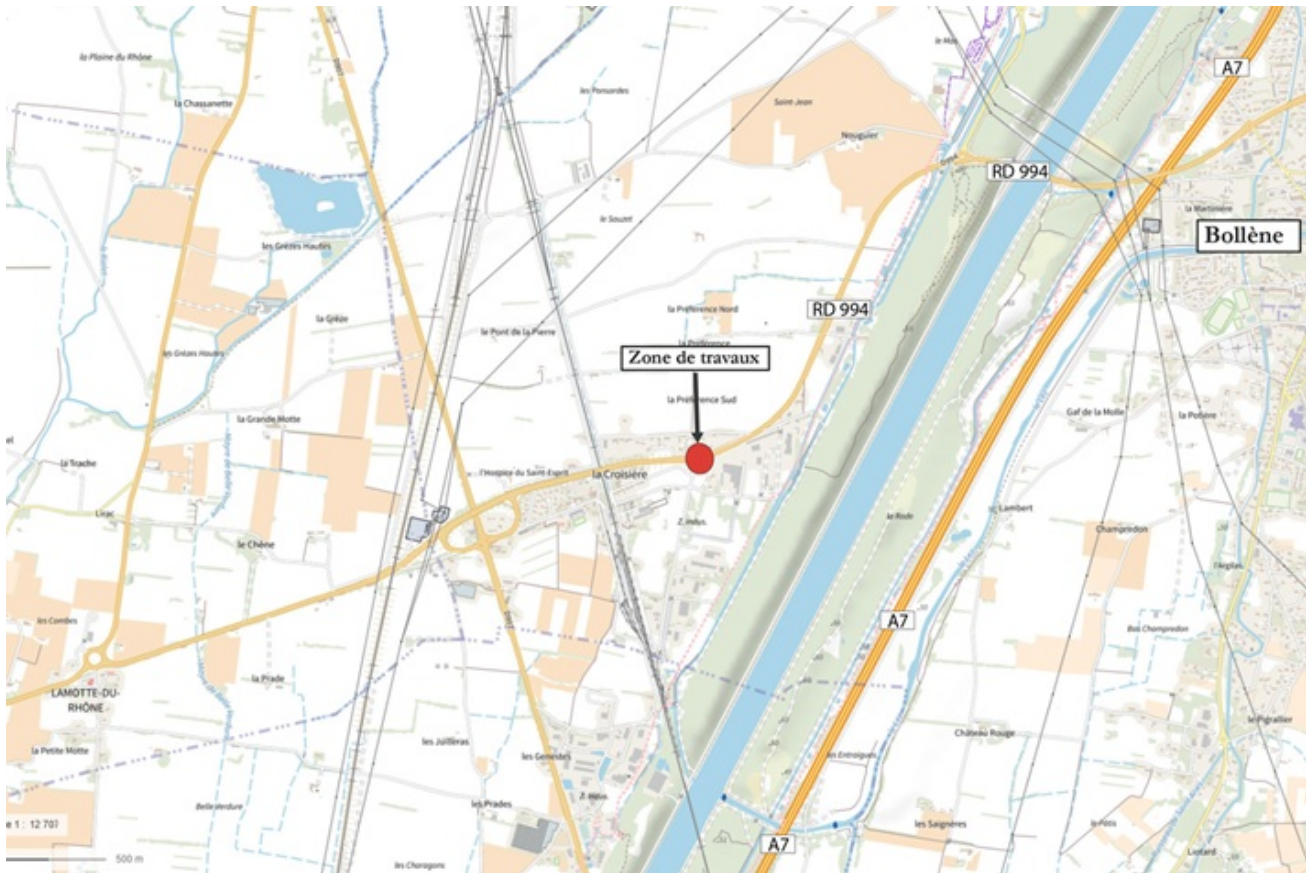
Un nouveau carrefour giratoire va voir le jour à Bollène, entre la RD994, la rue Ferdinand Gironne, l'avenue de la Rode et le quartier de La Croisière. Les travaux devraient durer huit mois.

Le [Département de Vaucluse](#) entame de nouveaux travaux routiers à l'entrée de la zone de la Croisière à Bollène où va être aménagé un carrefour giratoire. Durant toute la durée des travaux, qui devraient s'étaler sur huit mois, le trafic sera maintenu et peu perturbé.

L'opération comprend un carrefour giratoire à cinq branches qui sera situé à l'intersection de la RD994, la rue Ferdinand Gironne, l'avenue de la Rode et le quartier de La Croisière, ainsi que des cheminements doux, une aire de stationnement et un nouvel arrêt de bus.

Une circulation alternée sera mise en place sur la RD994 et la circulation sera déviée ponctuellement lors de la réalisation des enrobés. Ces travaux, dont le montant prévisionnel s'élève à 1,8M€, financées par le Département, la communauté de communes Rhône Lez Provence et la Ville de Bollène, visent à sécuriser la desserte et les accès à la zone d'activité économique La Croisière.

Ecrit par le 5 juin 2026



©Département de Vaucluse

Vaucluse : les travaux prévus au mois de janvier

Ecrit par le 5 juin 2026



Aménagement d'un carrefour giratoire à Bollène, restauration du Pont des Arméniens à Sorgues, ou encore sensibilisation à la sécurité routière dans les collèges. Quels travaux et interventions sont prévus par le [Département de Vaucluse](#) au mois de janvier ?

Pour commencer l'année, le Département de Vaucluse a débuté des travaux à Bollène, dont le budget s'élève à 1,8M€, pour créer un carrefour giratoire afin de sécuriser la desserte et les accès à la zone d'activité économique 'La Croisière' et l'Avenue Ferdinand Gironne menant à la gare de la Croisière, ainsi que les liaisons piétonnes sur les côtés de la RD994 et les dessertes bus. Le chantier devrait durer huit mois.

Dans le mois, la préparation du chantier du Pont des Arméniens, à Sorgues, édifice centenaire de 152 mètres de long fermé depuis les années 1970 situé le long de la véloroute, va débuter afin de permettre son démontage puis sa restauration. Les travaux, prévus sur 28 mois, devrait coûter 8,1M€.

Quatre journées de prévention et de sensibilisation à la sécurité routière sont programmées ce mois-ci dans le collège Gérard-Philippe à Avignon le mardi 13 janvier, le collège François-Raspail à Carpentras le jeudi 15 janvier, le collège Champfleury à Avignon le mardi 20 janvier, ainsi que le collège Rosa-Parks à Cavaillon le mardi 27 janvier.

Les chantiers en cours

- [Réparation du Pont sur l'Ouvèze](#), à Bédarrides. Les travaux ont débuté en juillet 2025 et devraient s'achever au cours du printemps.

Ecrit par le 5 juin 2026

- [Aménagement du carrefour de Bonpas](#). Les travaux ont débuté en mai 2025 et se poursuivent.
- La déviation d'Orange entre le giratoire du Coudoulet et la route de Camaret. Les travaux sont en cours.
- Réhabilitation de la demi-pension, de la vie scolaire et des locaux des agents techniques du collège Vallée du Calavon à Cabrières d'Avignon. Les travaux ont démarré en novembre 2025 pour une durée provisionnelle de 10 mois.
- Réhabilitation du collège Lou Vignarès à Vedène. Le chantier devrait s'achever en mars, après les aménagements extérieurs.
- Restructuration du Centre sportif départemental de Fontaine-de-Vaucluse. Les travaux devraient durer 16 mois.

Neige-verglas : le Vaucluse en vigilance orange

Écrit par le 5 juin 2026

ALERTE INFO

À compter depuis ce 8 décembre, le département de Vaucluse est placé en vigilance orange pour un risque de neige et de verglas. En cause : des précipitations faibles mais tombant sur des sols froids, susceptibles de rendre les routes glissantes. Les services départementaux sont mobilisés dès les premières heures, tandis que les autorités appellent à la plus grande prudence dans les déplacements.

Écrit par le 5 juin 2026

Dans son bulletin publié mercredi 7 janvier au soir, [Météo France](#) a annoncé le passage du Vaucluse en vigilance orange à partir de 5 heures du matin. L'épisode attendu combine de faibles précipitations et des températures basses, un cocktail propice à la formation de verglas, notamment sur les axes routiers secondaires et les zones déjà soumises au regel nocturne. Les chaussées peuvent ainsi se révéler glissantes de manière ponctuelle mais assez généralisée, en particulier sur l'est et le sud du département, où des phénomènes de regel sont déjà observés.

Neige attendue sur les reliefs

Si la plaine est surtout exposée au verglas, les secteurs d'altitude ne sont pas épargnés. Sur le plateau de Sault, des chutes de neige sont prévues, avec des cumuls estimés entre 2 et 5 centimètres. Des quantités modestes, mais suffisantes pour perturber la circulation et accroître les risques d'accidents, notamment aux premières heures de la journée.

Routes : une mobilisation anticipée

Face à cet épisode hivernal, le [Conseil départemental de Vaucluse](#) a annoncé la mobilisation de ses équipes dès 4 heures du matin. Les opérations de salage des routes départementales doivent permettre de limiter l'adhérence réduite et de sécuriser les principaux axes, dans un contexte où la moindre baisse de température peut suffire à transformer une chaussée humide en surface glissante.

Ecrit par le 5 juin 2026



Copyright Freepik

Appel à la prudence des usagers

Les autorités invitent les habitants à faire preuve de la plus grande vigilance. Les déplacements non indispensables sont à limiter, en particulier aux heures matinales, et les automobilistes sont appelés à adapter leur conduite aux conditions hivernales. Pour suivre l'évolution de la situation en temps réel, il est recommandé de consulter le site de vigilance météorologique et de s'informer via les médias locaux, notamment [Ici](#) (ex France Bleu Vaucluse sur 100.4 FM).

Prudence

Si l'épisode annoncé reste d'intensité modérée, il n'en demeure pas moins potentiellement perturbant. En plein cœur de l'hiver, la vigilance orange rappelle que quelques heures de verglas suffisent à désorganiser la circulation et les activités quotidiennes. Anticipation, information et prudence restent les meilleurs alliés pour traverser cet épisode sans incident.

Écrit par le 5 juin 2026

Source : [Préfecture de Vaucluse](#)

Mireille Hurlin

Orange : comment La Tourre devient un modèle de transformation urbaine



À Orange, la résidence de La Tourre, construite dans les années 1960, sort de sa mauvaise réputation grâce à une convention de coopération ambitieuse entre [Grand Delta Habitat](#), les services de l'État et les forces de l'ordre. Sécurité renforcée, réhabilitation massive du patrimoine, nouveaux services et gros investissements : ce partenariat illustre une stratégie intégrée où rénovation urbaine et tranquillité résidentielle convergent pour améliorer concrètement la vie des habitants.

Ecrit par le 5 juin 2026

La visite officielle de la résidence de La Tourre, début décembre, a mis en lumière les avancées permises par la convention signée en juin dernier entre Grand Delta Habitat, la Préfecture de Vaucluse, les Procureures d'Avignon et de Carpentras, la Police nationale et la Gendarmerie. Ce dispositif institutionnel inédit vise à renforcer la communication entre partenaires, accélérer les interventions en cas de trouble et coordonner la prévention locale de la délinquance.

Une convention qui change la donne

Pour le Préfet de Vaucluse, il s'agit «d'assurer d'abord la sécurité du quotidien» pour garantir la liberté et la fraternité dans les quartiers. Cette approche combine présence policière accrue et actions de terrain, notamment l'éradication de points de deal actifs.

Réhabilitation : des chiffres et des transformations visibles

Au cœur du projet, une réhabilitation lourde de 13,17M€ HT, entièrement financée par Grand Delta Habitat avec l'appui de prêts institutionnels, remodèle profondément le quartier. Sur le plan du bâti, les chantiers affichent d'importantes avancées: Isolation thermique par l'extérieur terminée, avec une amélioration notable du confort et des charges énergétiques. 90% du bardage finalisé, offrant une nouvelle identité architecturale. 80% des parties communes rénovées, incluant sols, sanitaires, installations électriques et gaz. Sécurisation accrue avec changement des portes palières, renforcement des accès et extension du parc de vidéoprotection. La performance énergétique progresse également : la résidence passe du DPE (Diagnostic de performance immobilier) E au DPE C, ce qui allège durablement les charges pour les familles et valorise le patrimoine.

Une vie de quartier repensée

La transformation de La Tourre ne se limite pas au bâti. Les espaces extérieurs ont été redessinés via des plantations, la création d'espaces de jeux, la pose de mobilier urbain, afin de favoriser la convivialité et l'appropriation du lieu par les habitants.

Ecrit par le 5 juin 2026



Ecrit par le 5 juin 2026

Copyright Grand Delta Habitat

Une crèche de 24 places

Parallèlement, une crèche de 24 places a été aménagée au sein du bâtiment A, financée à hauteur de 920 000€ en concertation avec la Ville d'Orange et la CAF (Caisse d'allocations familiales). Ce nouvel équipement, issu de la transformation de logements existants, illustre l'ambition de consolider les services de proximité dans le quartier et de répondre à des besoins quotidiens.

Répondre aux besoins des familles

Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat, évoque ce projet comme une réponse concrète aux besoins des familles, symbole d'un renouvellement urbain pensé pour et avec les habitants.

Un modèle pour l'avenir

La convention va au-delà de La Tourre : elle s'inscrit dans une politique plus large de Grand Delta Habitat qui, après la fusion de 2023, est devenue la première coopérative HLM de France, gérant près de 44 547 logements et accompagnant plus de 90 000 personnes dans leur parcours résidentiel.

Vers une modélisation duplicable

Dans ce contexte, d'autres conventions et partenariats sont développés pour renforcer la sécurité, fluidifier les procédures administratives et encourager l'investissement dans des travaux structurants. L'expérience de La Tourre, où coopération institutionnelle rime avec progrès tangible, pourrait servir de référence pour des opérations similaires ailleurs en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 5 juin 2026



Copyright Grand Delta Habitat

Monoxyde de carbone, le préfet appelle à la vigilance en période de grand froid

Ecrit par le 5 juin 2026



Face à l'épisode de grand froid en cours, le préfet de Vaucluse alerte sur les risques d'intoxication au monoxyde de carbone, gaz mortel, invisible et inodore, responsable chaque année de centaines d'accidents domestiques.

Le monoxyde de carbone provoque chaque année en France le décès d'une centaine de personnes et en intoxique plusieurs milliers. Il résulte d'une combustion incomplète liée au mauvais fonctionnement d'appareils de chauffage ou d'eau chaude, à un défaut de ramonage ou à une utilisation inadaptée de matériel comme les poêles à pétrole ou les groupes électrogènes. Le risque augmente en hiver, avec la forte utilisation des appareils à combustion.

Les bons comportements à adopter

Pour limiter les risques d'intoxication, le préfet rappelle plusieurs mesures essentielles : Faire vérifier et entretenir les installations de chauffage et d'eau chaude par un professionnel ; Aérer son logement au moins 15 minutes par jour ; Maintenir les systèmes de ventilation en bon état et ne pas gêner les entrées/sorties d'air ; Installer un détecteur de monoxyde de carbone, et respecter les consignes d'utilisation des appareils à combustion. Il est également recommandé de ne jamais faire fonctionner les chauffages d'appoint en continu ; De placer les groupes électrogènes à l'extérieur, et de ne pas utiliser pour se chauffer des appareils non prévus à cet usage. Les organisateurs de rassemblements doivent

Ecrit par le 5 juin 2026

aussi être vigilants, notamment concernant les panneaux-radiants à combustible gazeux.



Les symptômes à reconnaître

L'intoxication chronique peut entraîner maux de tête, nausées, fatigue ou confusion. L'intoxication aiguë provoque vertiges, perte de connaissance ou troubles cardio-vasculaires pouvant mener au coma ou au décès. La gravité dépend de la durée d'exposition, de l'intensité du gaz et de la fragilité des personnes.

En cas de suspicion

En cas de symptômes ou de suspicion d'intoxication, il est recommandé : D'aérer immédiatement les locaux ; D'arrêter les appareils à combustion ; D'évacuer les lieux, et d'appeler les secours en composant le 15, le 18, le 112 ou le 114 pour les personnes malentendantes.

En savoir plus

[ministère des Solidarités et de la Santé](#) ; [outils d'information de Santé Publique France](#) ; [Agence régionale de santé Provence-Alpes Côte d'Azur](#)

Calista Contat-Dathey

Écrit par le 5 juin 2026

Budget 2026 : les retraités préservés



Alors que le gouvernement promet que rien ne changera pour les retraités en 2026, notamment sur l'abattement fiscal de 10%, l'exécutif engage une réduction drastique des dépenses publiques pour atteindre son objectif de déficit. Dans le Vaucluse, où une part significative de la population est déjà retraitée, ces débats budgétaires résonnent fortement avec les enjeux locaux du vieillissement démographique et du pouvoir d'achat.

À quelques jours de la reprise des discussions autour du projet de loi de finances, [Amélie de Montchalin](#), ministre des Comptes publics, a balayé les hypothèses de remises en cause fiscales qui avaient alarmé les syndicats et associations de seniors. Parmi elles figurait la suppression de l'abattement de 10% appliqué aux pensions de retraite lors de la déclaration de revenus.

Une promesse ferme pour les retraités en 2026

«Rien ne changera pour les retraités en 2026», a affirmé la ministre, soulignant que le passage au 1er

Écrit par le 5 juin 2026

janvier rendait caduques certaines pistes d'évolution de l'impôt sur le revenu qui avaient circulé à l'automne. Cette assurance s'inscrit dans un contexte politique sensible, alors que les retraités représentent une catégorie socioprofessionnelle particulièrement nombreuse dans des territoires comme le Vaucluse.

Les retraités vauclusiens, un poids démographique majeur

Territoire attractif pour les seniors, le Vaucluse se distingue par une présence particulièrement élevée de retraités, 30,4% de la population vauclusienne, autrement dit, près d'un habitant sur trois est aujourd'hui retraité dans le département, une proportion supérieure à la moyenne nationale. Le vieillissement de la population est également visible à travers la structure par âge : près de 30,4% des habitants du Vaucluse ont 60 ans ou plus, soit environ 3 Vauclusiens sur 10. Cette part progresse régulièrement depuis une dizaine d'années, portée à la fois par l'allongement de l'espérance de vie et par l'attractivité résidentielle du territoire pour les retraités, notamment dans les zones périurbaines et rurales.

Une tendance qui s'accroît avec le temps

Les projections démographiques confirment cette tendance : à l'horizon 2030, la part des 60 ans et plus pourrait approcher les 33% de la population, renforçant encore le poids des seniors dans l'équilibre social et économique local. Dans un département où les retraités constituent déjà un socle démographique central, toute réforme budgétaire ou fiscale touchant les pensions, les abattements ou le pouvoir d'achat des seniors revêt une portée particulière.

La préservation du pouvoir d'achat des seniors

La promesse gouvernementale de stabilité pour 2026 trouve ici un écho d'autant plus fort qu'elle concerne directement des dizaines de milliers de foyers vauclusiens. Ce vieillissement démographique met en lumière l'enjeu de la préservation du pouvoir d'achat des retraités, qui dépend largement des prestations sociales et fiscales. Le maintien de l'abattement de 10% pour 2026, donc, retient toute son importance pour des dizaines de milliers de foyers dans le département.

Des économies drastiques hors retraites

Si les retraités semblent 'à l'abri' cette année, le gouvernement n'en demeure pas moins déterminé à poursuivre la réduction du déficit public. L'objectif affiché est de revenir à un déficit inférieur ou égal à 5% du produit intérieur brut (PIB). Pour y parvenir, l'exécutif veut inscrire dans la durée des économies structurelles, et non pas se reposer exclusivement sur la fiscalité.

Réduire le déficit

Selon la ministre, «au moins la moitié de la réduction du déficit doit venir de vraies économies». L'une des mesures phares consiste à diminuer de 1,5 milliards d'euros les crédits de la plupart des ministères en 2026, à l'exception du ministère des Armées. Cette réduction s'appuie notamment sur l'extinction de dispositifs temporaires déployés lors des crises sanitaire et énergétique.

Entreprises et impôts de production : la stratégie confirmée

Sur le front économique, le gouvernement réaffirme sa volonté de réduire les impôts de production jugés pénalisants pour les entreprises. La contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), qui pèse

Écrit par le 5 juin 2026

sur les structures avant même qu'elles ne soient rentables, est programmée pour disparaître d'ici 2028. «Nous devons réduire les impôts de production qui pèsent sur les entreprises avant même de savoir si elles sont rentables», a insisté la ministre, soulignant l'importance de soutenir la compétitivité et les investissements productifs.

Risques politiques et outil constitutionnel

À l'approche des débats parlementaires, la question du compromis politique se pose également. Face à un Parlement fragmenté, l'idée d'un recours à l'article 49.3 de la Constitution -qui permet d'adopter un texte sans vote- suscite des mises en garde. Amélie de Montchalin estime qu'un tel recours, si tenté, ferait peser «un risque d'instabilité» et risquerait de retarder l'adoption d'un budget voté et accepté.

Entre stabilité et contraintes budgétaires

Alors que les retraités en Vaucluse obtiennent une garantie explicite pour 2026, les contours du débat budgétaire national révèlent un État déterminé à maîtriser ses dépenses, quitte à engager des arbitrages sensibles. Pour un département où le vieillissement de la population et la prévalence des retraités sont des réalités démographiques, ces enjeux sont à la fois économiques, sociaux et politiques, et encore loin d'être tranchés.

Sources : Insee, [Recensement de la population 2025](#); projections démographiques Insee et [Aurav](#) (Agence d'urbanisme Rhone Avignon Vaucluse).

Mireille Hurlin

Allocations familiales, le Vaucluse au cœur d'une réforme à fort enjeu social

Ecrit par le 5 juin 2026



Alors que le gouvernement propose de repousser de 14 à 18 ans l'âge d'accès à la majoration des allocations familiales dans le cadre d'un plan d'économies global dépassant 1 milliard d'euros, les familles vauclusiennes se trouvent à un tournant. Dans un département où près d'un habitant sur deux bénéficie d'au moins une prestation de la Caisse d'allocations familiales (Caf), les enjeux sont concrets : couverture, pauvreté, monoparentalité et soutien aux enfants restent au centre des préoccupations.

Le projet de décret, présenté à la fin de l'année dernière dans le cadre du budget de la Sécurité sociale, vise à déplacer l'âge de majoration des allocations familiales de 14 à 18 ans. Cette majoration - aujourd'hui comprise entre hors inflation d'environ 19 à 76€ par mois selon les ressources du foyer- ne serait plus versée entre 14 et 17 ans. Le gouvernement justifie cette mesure par l'absence de différence nette de coût engendrée par les enfants au-delà de 14 ans, selon une étude de la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques). Cette réforme doit entrer en vigueur dès mars 2026. L'objectif affiché est de dégager d'abord 200M€ d'économie en 2026, puis jusqu'à 1,28 milliards d'euros par an en régime complet, afin de financer notamment un nouveau congé de naissance.

Un coup de rabet national qui pèse sur les familles

Les autorités assurent qu'aucune baisse nominale des allocations ne sera appliquée, ces dernières étant

Ecrit par le 5 juin 2026

par ailleurs revalorisées sur l'inflation. Mais pour les familles dont l'aîné atteindra 14 ans en 2026, la majoration -jusqu'à versée automatiquement- ne sera plus applicable pendant quatre ans, jusqu'à ses 18 ans. En Vaucluse, la question familiale est particulièrement sensible, comme le montre le dernier portrait social publié par la Caisse d'allocations familiales du département. Au 30 juin 2023, 273 875 habitants du département (sur 568 702 en 2022), soit près de 49% de la population totale, étaient couverts par au moins une prestation de la Caf.

Les bénéficiaires

Sur ces bénéficiaires : 35% reçoivent les allocations familiales, versées notamment à partir du deuxième enfant, et 7% bénéficient d'un complément familial pour les situations les plus modestes ; 25% perçoivent une aide pour la rentrée scolaire ; 7% bénéficient d'allocations pour un enfant élevé sans l'aide d'un parent ; 3% reçoivent des aides pour enfants en situation de handicap. Ce profil met en lumière une dynamique familiale spécifique : le Vaucluse compte une proportion plus élevée de familles monoparentales que la moyenne nationale, ce qui accentue la vulnérabilité économique et l'importance du soutien de la branche Famille de la Sécurité sociale.

L'impact local de la réforme

Économiquement, les prestations familiales représentent une part importante du budget des familles vauclusiennes. En 2024, la Caf du département notifiait qu'au 31 décembre 2024, 114 036 foyers allocataires, soit presque un foyer sur deux, avaient reçu au moins une prestation. La réforme annoncée pourrait donc changer la donne pour de nombreuses familles, notamment celles de classes moyennes et modestes qui comptent des adolescents de 14 à 17 ans.

Coup de mou pour la solidarité familiale

L'impact du report de la majoration sur les revenus disponibles reste difficile à estimer précisément mais soulève des questions sur la solidarité familiale, la lutte contre la pauvreté et l'égalité territoriale. Par ailleurs, dans un département marqué par un taux de couverture sociale élevé, où plus de 44 000 foyers vivent sous le seuil de bas revenus (1 008€ par mois) l'ajustement des prestations familiales ne se fera pas sans conséquences sur le quotidien des ménages.

Répercussions et interrogations

Alors que l'État met en avant la nécessité de maîtriser les dépenses sociales face aux défis démographiques, l'enjeu est de concilier cette contrainte avec la réalité des besoins familiaux, en particulier en Vaucluse où la proportion de familles monoparentales et de foyers précaires est plus élevée qu'ailleurs. Une question se pose : l'équilibre entre maîtrise budgétaire et soutien aux familles peut-il être trouvé sans mettre à mal le pouvoir d'achat des plus vulnérables ?

Sources : CAF Vaucluse, CAF 2023 ; Rapport d'activité CAF 2024, Insee et Cove.

Mireille Hurlin

Écrit par le 5 juin 2026

Automobile : le Vaucluse avance prudemment vers l'électrique



Porté par les aides publiques et une offre en pleine mutation, le marché automobile vauclusien amorce sa transition vers l'électrique. Mais dans un département où le budget des ménages et le poids du marché de l'occasion restent déterminants, les motorisations thermiques conservent encore une place centrale.

Avec près de 14 700 voitures particulières neuves immatriculées en 2024, le marché automobile du Vaucluse reste globalement stable par rapport à 2023, sans toutefois retrouver les niveaux d'avant-crise sanitaire. Comme ailleurs en France, les délais de livraison, l'inflation et le renchérissement du prix des véhicules ont freiné le renouvellement du parc.

Prime électrique : un coup de pouce maintenu pour 2026

Écrit par le 5 juin 2026

Dans ce contexte, l'électrique progresse nettement, car environ 15% des immatriculations neuves concernent désormais des véhicules 100% électriques, contre à peine 2% en 2019. Une évolution rapide, mais qui laisse encore près de 85% du marché du neuf aux motorisations thermiques et hybrides.

L'électrique progresse, mais reste minoritaire

La dynamique observée dans le Vaucluse s'inscrit dans une tendance régionale et nationale. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les véhicules électrifiés (électriques et hybrides) représentent désormais plus d'une vente sur deux dans le neuf, mais la part des électriques purs reste inférieure à celle observée dans les grandes métropoles. Plusieurs freins persistent : prix d'achat élevé, usage majoritairement périurbain ou rural, et dépendance à l'automobile pour les trajets domicile-travail. Autant de facteurs qui expliquent pourquoi le thermique demeure dominant, malgré les incitations financières renforcées.

Le marché de l'occasion, pilier de l'automobile vauclusienne

C'est surtout sur le marché de l'occasion que se joue l'équilibre automobile, comme partout en France, les ventes de véhicules d'occasion y sont plusieurs fois supérieures à celles du neuf, avec une nette prédominance des modèles essence et diesel, jugés plus accessibles et immédiatement disponibles.

La part des véhicules électrique progresse

Les véhicules électriques d'occasion commencent néanmoins à se faire une place. Ils représentent encore environ 3% des ventes d'occasion, mais leur part progresse rapidement, notamment sur les modèles récents de moins de cinq ans. Pour de nombreux ménages vauclusiens, l'occasion constitue ainsi la principale porte d'entrée vers l'électrique, surtout lorsque les aides publiques viennent réduire la facture.

Des aides décisives pour accélérer la transition

La prolongation en 2026 de la prime 'coup de pouce véhicules particuliers électriques', pouvant atteindre jusqu'à 5 700€ selon les revenus, joue un rôle clé dans cette évolution. En facilitant l'accès aux véhicules électriques neufs et en soutenant indirectement le marché de l'occasion, ces dispositifs accompagnent une transition qui reste progressive.

Une mutation en douceur plutôt qu'une rupture

Dans le Vaucluse, la transition automobile avance à un rythme mesuré. L'électrique gagne du terrain, mais le thermique reste incontournable, porté par un marché de l'occasion très actif et des contraintes économiques fortes. Plus qu'une révolution, c'est une transformation graduelle du parc automobile qui se dessine, étroitement liée au pouvoir d'achat des ménages, aux politiques publiques et à l'adaptation des usages quotidiens.

Sources : Insee, Observatoire régional des transports Paca, L'Argus, l'Avem (Association pour l'avenir du véhicule électrique).

Mireille Hurlin